

Cour d'appel de Versailles		Exploitation et Maintenance Multitechnique		CCAP MMT-RESSORT Annexe 01
N° doc : A 01 CCAP - Liste des pénalités		Tableau d'application des pénalités		
CCAP Article 5.1 - Pénalités				
	Libellé	Référence Article	Commentaire	Montant des pénaltés en € net
1	Non remise des justifications d'assurance	Art 3.9 du CCAP	* au plus tard 15 jours calendaires à compter de la notification du marché * en cours d'exécution du marché : dans les 48 heures suivant la demande de l'Administration	200 € par document manquant et par jour caldendaire de retard au-delà du délai fixé et jusqu'à la production des pièces
2	Absence de participation du Titulaire aux réunions de suivi du marché: -réunion de lancement -réunion de fin de prise en charge -réunion trimestrielle -réunion annuelle	Art. 3.11 du CCAP Art. 4.1.3.3 du CCTP		300 € par absence
3	Non remise du compte-rendu de réunion	Art. 3.11 du CCAP	au plus tard 5 jours ouvrés suivant la tenue de la réunion	100 € par constat er par jour de retard ouvré
4	Documents manquants référencés sur le PV	Art 3.11.b du CCAP Art 4.1.3.5 du CCTP		100 € par document manquant et par jour ouvré de retard
5	Non remise du rapport d'activité trimestriel avec les éléments exigés	Art 3.11.c du CCAP Art. 3.12 du CCAP Art 4.1.3.6 et 4.2.2 du CCTP	au plus tard 5 jours ouvrés avant la réunion	150 € par éléments exigés manquant et par jour ouvré de retard
6	Non remise du rapport d'activité annuel avec les éléments exigés	Art 3.11.d du CCAP Art. 3.12 du CCAP Art 4.1.3.7 du CCTP	au plus tard 1 mois avant la réunion	150 € par éléments exigés manquant et par jour ouvré de
7	Non remise de l'état récapitulatif semestriel des commandes	Art. 3.2 du CCAP	au plus tard 15 jours calendaires après la fin du semestre considéré	300 € par jour ouvré de retard
8	Non remise des Déclarations de sous-traitance (DC4) et pièces administratives liées	Art. 3.10 du CCAP Art. 3.12 du CCAP	* Pour les DC4 annuels initiaux : au plus tard 2 mois avant la fin de l'année en cours pour les années N + 1 à N + X * En cours d'année, en cas de modification, changement ou de nouveau sous-traitant : avant toute intervention dudit sous-traitant	100 € par DC4 et/ou pièces administratives manquantes et par jour de retard
9	Non remise de la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement ainsi que de leur CNI et de leurs casiers B3	Article 3.11.a du CCAP Art 3.1.2 du CCTP	* 15 jours à compter de la notification du marché et au plus tard lors de la réunion de lancement * A chaque changement de personnel	150 € par documents manquants et par jour ouvré de retard
10	Non remise du plan de prévention	Art 3.11.b du CCAP Art. 3.12 du CCAP Art. 1.4.2 du CCTP Art 3.4.2 du CCTP	* 30 jours calendaires à compter de la notification du marché et au plus tard 30 jours calendaires à compter de la date anniversaire du marché pour les années N + 1 à N + X * 07 jours calendaires avant le démarrage des prestations * Lors de tout changement de technicien et lors de toute nouvelle déclaration de sous-traitance en cours de marché	500 € par jour calendaire de retard
11	Non remise du devis pour les prestations à bons de commande	Art. 3.16 du CCAP	Au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la demande	100 € par jour ouvré de retard, à compter de la fin du délai fixé au CCTP
12	Non remise du bilan annuel environnemental	Art. 7.2.2 du CCAP	Au plus tard le 15 janvier des années N + 1 à N + X	300 € par jour ouvré de retard
13	Non remise du PV contradictoire de prise en charge	Art. 1.4.2 du CCTP	3 mois à compter de la date de début du marché	200 € par éléments exigés et par jour ouvré de retard
14	Non remise de l'état de santé des équipements et des installations	Art. 1.4.3 du CCTP	Une fois par an, lors d'une réunion trimestrielle	100 € par document manquant et par jour ouvré de retard
15	Non-respect des dispositions de fin de marché et Réversibilité (diverses actions et mises à jour)	Art. 1.4.4 du CCTP	5 mois avant la fin du marché	200 € par éléments exigés manquants et par jour ouvré de retard
16	Non remise du Dossier Unique d'Exploitation Maintenance (DUEM)	Art. 4.1.3.8 du CCTP	3 mois après le début d'exécution du marché, via le module « Documentation » de la GMAO AmbaZ	200 € par documents exigés manquants et par jour ouvré de retard
17	Non remise de l'état exhaustif des ajouts réalisés par équipements, avec les gammes rattachées à chaque équipement	Art. 4.1.3.13 du CCTP	Lors de la réunion trimestrielle suivante	200 € par jour ouvré de retard
18	Non remise de la planification pluriannuelle des travaux	Art. 4.2.11 du CCTP	6 mois à compter de la notification du marché	100 € par jour ouvré de retard
19	Non remise des comptes rendus d'intervention et fiches problème	Art 4.1.2 et 4.1.6 du CCTP	A l'issue de chaque prestation	100 € par constat
20	Absence du Titulaire ou de son représentant lors d'intervention de maintenance préventive avec un sous-traitant	Art 3.1.2 du CCTP	Pénalité applicable dès la première infraction	300 € par absence
21	Non respect des délais d'intervention dans le cadre de l'astreinte	Art 3.3 du CCTP		300 € par constat et par jour ouvré de retard
22	Carence du Titulaire entraînant un dysfonctionnement majeur dans le cadre de l'astreinte			500 € par constat et par jour ouvré de retard
23	Non tenue à jour du registre de sécurité		Pénalité applicable à compter du premier constat	300 € par constat et par jour ouvré de retard

CCAP Article 5.1 - Pénalités

	Libellé	Référence Article	Commentaire	Montant des pénaltés en € net
24	Non-respect des règles, règlements et normes relatives à la fois au Code du travail, à la réglementation ERP, et normes environnementales	Art 3.4.1 du CCTP	Pénalité applicable à compter du premier constat	300 € par constat et par jour ouvré de retard
25	Non remise de la Fiche de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux utilisés, le lieu et la quantité maximale stockée ainsi que les modalités de livraison	Art 3.4.7 du CCTP		300 € par constat et par jour ouvré de retard
26	Défaut de mise à jour des documents dans l'outil AmbaZ	Art 3.4.12 du CCTP		200 € par constat et par document
27	Manquement au retrait de tout extincteur réformé et/ou inutilisable	Art 2.2.2 et 4.1.8.2 du CCTP		500 € par constat et par jour ouvré de retard
28	Manquement au niveau de l'exécution des prestations forfaitaires du marché	Art 4.1.2 du CCTP	Applicable à chaque manquement constaté	500 € par constat
29	Absence de traçabilité écrite dans les demandes d'interventions	Art 4.1.3.10 du CCTP	Applicable à chaque absence constatée	100 € par absence constatée et par jour ouvré de retard
30	Absence de traçabilité dans la GED Non respect de la nomenclature	Art 4.1.3.2 du CCTP	Le constat est réalisé par simple relevé journalier d'information effectué par le RSEM sur le progiciel Ambaz	100 € par constat et par jour ouvré de retard ?
31	Non saisie d'une demande d'intervention dans la GMAO suite à une constatation de défaut, dysfonctionnement, dégradation, ... constaté par le technicien	Art 4.1.4 du CCTP	Applicable à chaque manquement constaté	100 € par constat et par ouvré de retard
32	Non prise en compte de toute remarque du RSEM par le technicien suite à la saisie d'une demande d'intervention dans la GMAO relative à une constatation de défaut, dysfonctionnement, dégradation, ...	Art 4.1.4 du CCTP	délai maximal 24h	100 € par jour ouvré de retard
33	Non respect du planning de maintenance préventive	Art 4.1.5 du CCTP		150 € par constat et par jour ouvré de retard
34	Non respect des différents délais d'intervention (Seule la date de l'indication terminée dans Ambaz fait foi): *délai de réactivité *délai de remise en état provisoire *délai de remise en état définitif	4.2.1 du CCTP	Au-delà des délais prévus dans le CCTP	150 € par jour ouvré de retard, à compter de la fin du délai fixé au CCTP jusqu'à la réalisation complète et effective de la prestation
35	Non respect du type de délai : *Délai de Prise en compte des DI sur AmbaZ *Délai de remise des rapports ou bons d'intervention correspondant à des opérations de maintenance réglementaire *Délai de remise de document demandé par le RSEM (rapport d'état, étude, devis, préconisation, etc.)	Article 4.2.2 du CCTP	Le constat est réalisé par simple relevé journalier d'information effectué par le RSEM sur le progiciel Ambaz	150 € par constat et par jour ouvré de retard à compter de la fin du délai fixé au CCTP
36	Non respect de l'assistance à la levée des réserves et gestion de la GPA	Article 4.2.12 du CCTP		300 € par défaillance constatée
37	Non-respect de la clause d'insertion sociale : non réalisation des heures d'insertion	Article 7.1.6 du CCAP		60 € par heure d'insertion non réalisée
38	Non-respect de la clause d'insertion sociale : non-transmission des attestations et justificatifs permettant le contrôle de l'exécution des actions d'insertion	Article 7.1.6 du CCAP		75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure de la Personne publique
39	Non-respect des délais relatifs au contrôle réglementaire et au suivi des observations : délai de 20 jours ouvrés dans le cadre forfaitaire pour lever les observations	Article 4.1.3.11 du CCTP	Au-delà des délais prévus dans le CCTP	150 € par constat et jour ouvré de retard
40	Non-respect des délais relatifs au contrôle réglementaire et au suivi des observations : délai de 20 jours ouvrés pour présenter les devis en dehors du cadre forfaitaire	Article 4.1.3.11 du CCTP	Au-delà des délais prévus dans le CCTP	150 € par constat et par jour ouvré de retard
41	Non-respect des prescriptions liées à l'assistance du bureau de contôle par le titulaire	Article 4.1.3.11 du CCTP	Ces constats seront réalisés à la reception du rapport du bureau de contrôle	100 € par constat
42	Non-respect de l'obligation de conseil et d'information	Article 3.5 du CCAP		300 € par constat
43	Absence de traçabilité de la gestion des déchets dangereux et des POP dans la plateforme Trackdéchet	Article 3.4.9 du CCTP	Applicable à chaque manquement constaté	100 € par constat et jour ouvré de retard
44	Non-transmission des attestations et justificatifs permettant le contrôle de la situation administrative du personnel intervenant sur le site	Article 3.7 du CCAP	Tous les 6 mois après le début d'exécution du marché et jusqu'à son échéance	300 € par documents manquants et par jour ouvré de retard
45	Non-respect des délais de remise du questionnaire amont et/ou de fin de marché relatif à la promotion de la diversité et d'égaconditionnalité ou du bilan	Article 7.3.2 du CCAP	*Questionnaire renseigné amont dans les quinze (15) jours suivants la date de notification *Questionnaire renseigné de fin de marché au plus tard deux (2) mois avant la date de fin de marché	50 € par jour ouvré de retard
46	Non respect du délai d'envoi des plannings d'exécution/intervention des prestations	Art 3.2.6 du CCTP	A minima une semaine avant la fin de chaque mois	150 € par constat et par jour ouvré de retard